



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction de l'Eau et de la Biodiversité
Sous-direction de la protection et de la
valorisation des espèces et de leurs milieux
Bureau de la faune et de la flore sauvages

Paris, le 27 décembre 2013

Monsieur Michel ECHAUBARD

Référence : 13/974/EXP

Affaire suivie par :

Simone RENAULT

Tel. : 01 40 81 35 45 – Fax : 01 40 81 75 41

Mél : simone.renault@developpement-durable.gouv.fr

Bordereau de transmission pour avis
du Conseil national de la protection de la nature sur une demande de dérogation portant sur une
(des) espèce(s) soumise(s) au titre 1^{er} du livre IV du code de l'environnement

MOTIVATION DE L'AVIS OU CONDITIONS :

Avis favorable (13.02.2014)

Sous réserve de la mise en œuvre des mesures d'évitement, d'atténuation et d'accompagnement des impacts décrites aux pages 112 à 120 du dossier.

Et des recommandations suivantes :

Vu les réaménagements en plusieurs phases, on peut penser que les impacts résiduels ne sont que temporaires et qu'en fin des réaménagements du site en milieu naturel du site, ceux-ci peuvent être considérés comme les mesures compensatoires à ces impacts et notamment les perturbations et les risques de destruction d'individus au cours.

Ce qui entraîne de facto, que le site, une fois réaménagé et dégagé des contraintes liées à l'ancienne utilisation du site (stockage de déchets ISDN) ne pourra pas être consacré au développement d'une activité de type éco-industrie. En effet, les mesures compensatoires doivent être pérennes.

Ce qui entraîne aussi, que ces terrains ne pourront pas rentrer dans les projets du Conseil Général des Yvelines de constituer une banque de terrains consacrés à la compensation dans le cadre des projets d'aménagement de « Seine aval », puisque ces terrains seront déjà une compensation à un aménagement industriel.

Pour assurer cette pérennité de la compensation, le CNPN souhaite que cette zone soit inscrite au document d'urbanisme des communes concernées en zone naturelle et que d'autre part, vu la surface importante, la création d'une APPB couvrant la surface du site.

Cette vocation en milieu naturel du site exclu aussi l'aménagement en parc paysager ouvert au public.

Mise en place d'un suivi permanent du site pendant le réaménagement et après jusqu'à la fin des contraintes administratives liées aux anciens usages du site. Dans le cadre de ce suivi (Surveillance du site), des inventaires complémentaires devront être réalisés, notamment sur les insectes et une attention devra être portée contre les espèces végétales

AVIS DE L'EXPERT DÉLÉGUÉ DU CNPN :

Bilan annuel de cette « surveillance du site » à la DRIEE Île de France

Favorable : ☐

Favorable sous conditions ☒

Défavorable ☐

Fait le :

Signature :

13 Février 2014